

Pierre Champollion

Inspecteur d'académie, IUFM-université Joseph Fourier
UMR ADEF

Alain Legardez

Professeur des universités, IUFM-université de Provence
UMR ADEF

Summary: In the general frame of CAENTI after two years of WP4T work an active partnership has started between social actors of the Belgian association of Optim@, that is working in Seraing, and the French research team of OER, that works about rural school. On the suggestion of Optim@, the two partners have answered positively to the request of territorial diagnosis which have expressed the local actors and political deciders of the wallon city of Chapelle-lez-Harlaimont... With the aid of the French research laboratory MTI (Théma) the two partners are actually from March 2008 developing a collective participating approach that uses the digital tools (*CATALYSE*) of the *territorial intelligence* (Bertacchini, 2004; Dumas, 2004; Girardot, 2004, 2007) for increasing the local *sustainable development* (Bruntland, 1987) of the industrial city of Chapelle-lez-Harlaimont. As participating observers the two authors study the project of territorial diagnosis and the participating approach. The authors analyse first the organization of the three partners (OER, Optima@ and MTI), the participating approach of *co-construction* (Legardez, 2007) of the territorial knowledges, the calendar of the operations and, if possible, the first qualitative and quantitative results. They examine the level of pertinence and efficiency of the applied research for the local *sustainable development* of Chapelle-lez-Harlaimont. They measure the weight of the explicative variable that comes from territory and especially the eventual weight of *territorial effects* (Bidou-Zacchariasen, 1997; Champollion, 2005, 2007). They begin to evaluate the process of *territorial intelligence* that is developed in this operation.

Key words: Co-construction of territorial knowledge, effect of territory, participating approach, territorial diagnosis, territorial intelligence.

Introduction

Dans le cadre général de l'*Action de coordination du réseau européen d'intelligence territoriale* (CAENTI), à l'issue de deux années de fonctionnement du groupe de travail sur la notion de territoire (WP4T), un partenariat actif s'est engagé entre les acteurs sociaux de l'association belge d'*Optim@*, sise à Seraing, et l'équipe française de chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS) de l'*Observatoire de l'Ecole Rurale* (OER), issue de cinq instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) du sud-est de la France. Sur la suggestion des animateurs d'*Optim@*, les deux partenaires précités ont répondu positivement à la demande de diagnostic territorial, incluant une analyse contextuelle, émise par les acteurs locaux et les décideurs politiques de la ville de Chapelle-lez-Herlaimont en Wallonie. Avec l'aide technique de la composante *MTI@SHS* du laboratoire *ThéMA CNRS-UFC*, les deux mêmes partenaires sont ainsi en train de développer, depuis mars 2008, une démarche d'enquête participative collective utilisant les outils d'investigation scientifique numériques (*CATALYSE*) de l'*intelligence territoriale* (Bertacchini, 2004; Dumas, 2004; Girardot, 2004, 2007) en vue de dynamiser le *développement durable* (Brundtland, 1987) territorial local du site industriel de Chapelle-lez-Herlaimont.

En tant qu'observateurs participants, les deux auteurs font un premier point, à l'occasion du début de l'opération, sur le projet de diagnostic territorial élaboré et sur la démarche entreprise. Ils analysent d'abord, dans ce cadre, l'organisation partenariale tripartite développée (*OER*, *Optim@* et *MTI@SHS*), la démarche coopérative de *co-construction* (Legardez, 2007) des savoirs territoriaux issus des recherches et des interprétations collectives mise en œuvre entre le triple partenariat précédent et Chapelle-lez-Herlaimont, l'opérativité et le phasage des techniques d'investigation et d'interprétation utilisées et, si possible, les premiers résultats quantitatifs et qualitatifs obtenus au regard des principes, des objectifs et des méthodes de l'*intelligence territoriale*. Ils s'interrogent dans la foulée sur le niveau potentiel de pertinence et d'efficacité de la recherche coopérative pour l'action engagée en vue du *développement durable* local de Chapelle-lez-Herlaimont. Ils se demandent ensuite de quel poids, à ce stade de l'analyse, peut potentiellement peser ici la variable explicative liée au territoire en (re)construction, plus précisément sur quels facteurs elle est susceptible d'influer le plus, et notamment si des *effets de territoire* (Bidou-Zacchariasen, 1997; Champollion, 2005, 2007) seront ici perceptibles, repérables et caractérisables quand les données recueillies seront disponibles pour traitement statistique. Ils entament, enfin, l'évaluation critique et constructive des processus d'*intelligence territoriale* à l'œuvre dans ce projet.

1. CO-CONSTRUCTION DE SAVOIRS ET PRODUCTION D'INTELLIGENCE TERRITORIALE

1.1 Positionnements théoriques

Notre analyse des questions de *développement durable* (DD) territorial, coopératif et partenarial, part d'une définition large de la notion de DD et s'appuie sur des problématiques en termes d'*intelligence territoriale* (IT), mais aussi de *questions socialement vives* (QSV) et de *rapports aux savoirs*, ainsi que de *co-construction de savoirs pour l'action*.

La définition initiale du DD : *répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs* (Brundtland, 1987) nous semble devoir être précisée. Par DD, nous entendons : un « développement efficace, socialement équitable, écologiquement soutenable ». Plus que d'un véritable concept, il s'agit là d'une agrégation de notions peu structurées théoriquement, mais qui suggèrent un halo de questions qui servent à penser les problèmes liés aux relations des sociétés avec leurs environnements. Quelques précisions permettent de mieux situer notre positionnement.

- Le *développement efficace* met en avant les relations entre résultats et moyens (« efficacité ») et non prioritairement entre résultats et coûts (« efficience »).
- Par *équité sociale*, on suggère une priorité forte pour que les préoccupations de partage soient mises au premier rang d'une nouvelle politique raisonnée des richesses, aussi bien au niveau de la planète qu'à celui d'une microsociété locale.
- La *soutenabilité écologique* est bien entendu primordiale, même si le recours au néologisme d'origine anglophone laisse ouverte la question du type de « durabilité ».

Nous faisons l'hypothèse que les questions liées au DD relèvent bien (au moins partiellement) du domaine de ce



que nous proposons de qualifier de *QSV pour le diagnostic et l'action territoriale*¹, analyse que nous proposons en nous référant à une grille de lecture des questions de didactiques en termes de rapports entre différents savoirs et connaissances. Il s'agit ici d'étudier les savoirs issus des territoires par rapport aux autres savoirs : les sciences et les pratiques de référence et les savoirs sociaux des acteurs du processus. En effet, les questions liées au DD nous semblent répondre à la définition proposée des QSV pour l'enseignement et la formation (Legardez, 2006).

- Ces questions font l'objet de débats et de polémiques dans nos sociétés : des questions comme celle de la désertification industrielle, de la désertification rurale, de la disparition des forêts, des pollutions, des délocalisations ... sont désormais objet de discussions à tous les niveaux de nos sociétés et qu'elles sont quotidiennement « avivées » par les médias.
- Ces questions font également débat, suscitent des controverses dans toutes les disciplines et pratiques de référence, aussi bien dans les sciences de la nature : biologie, écologie, génétique, climatologie ..., que dans les sciences humaines et sociales : économie, sociologie, psychologie, science politique, histoire ... (Legardez & Simonneaux, 2006), que dans les références professionnelles, sociales et politiques, soit mondiales : protocole de Kyoto, colloque de Davos, rencontres altermondialistes ..., soit locales comme à Seraing. De plus, les médias contribuent à « aviver » ces questions en les transposant, - donc en les vulgarisant, voire en les déformant -.
- Les questions liées au DD étant doublement socialement vives dans la société et dans les références, elles sont « potentiellement vives » dans les formations non formelles. Elles posent alors des problèmes partiellement spécifiques aux formateurs et aux animateurs associatifs. On peut repérer un « risque » de former ou d'informer sur une question trop « chaude », par exemple un risque de stigmatisation ou de culpabilisation de populations ou de personnes en déshérence, en « désaffiliation » (Castel, 1999). Le risque inverse consisterait à trop « neutraliser » ces questions en les privant de sens pour les acteurs concernés et donc du désir de s'informer et se former et par là de se doter de possibilités d'action sur leur environnement.
- On peut encore souligner l'importance des représentations sociales des acteurs (Jodelet, 1994) qui vont interférer avec les savoirs et discours d'autres natures (discours des scientifiques, des experts, des associatifs) et préciser que leur prise en compte pourrait être le gage d'informations/formations réussies, capables de modifier les systèmes de représentations et les pratiques sociales, - ici relatives aux relations avec des environnements « difficiles » -.

Les travaux menés sur l'enseignement de QSV² en contextes scolaires et associatifs suggèrent que la méthode potentiellement la plus efficace pour réussir une formation sur ces questions serait celle du « débat » (Legardez & Simonneaux, 2004 ; Giral, Chamboredon, Legardez, 2008). Par contre, rien ne prouve qu'une information/formation réussie (en termes d'acquisitions évaluées de connaissances situées) soit le gage d'une transformation de la structure de représentations préalable à la formation ... et encore moins de retombées en termes d'actions sur le territoire. De nombreux travaux, portant sur des domaines d'apprentissage et de formation différents, montrent la résistance à des apprentissages ou à des formations qui se heurteraient à des obstacles dans les savoirs sociaux ; la perméabilité serait faible entre « savoirs appris et savoirs de la vie ». Cette question interpelle particulièrement des formations comme celles qui sont liées au DD, qui visent donc à des modifications des représentations mais aussi à des transformations de pratiques sociales. Une efficacité de ces enseignements suppose donc des relais convergents dans plusieurs sphères sociales : politiques, associatives, familiales ...

Les travaux, menés plus spécifiquement sur le développement local, notamment sur les « contextualisations » des formations, nous suggèrent de « localiser » ces formations via le développement de « l'intelligence territoriale » entendue comme *l'ensemble des connaissances pluridisciplinaires nécessaires pour connaître et agir sur des territoires* (Girardot, 2006). D'une façon générale, on peut dire que les influences des contextes territoriaux sur les individus et les groupes sociaux, qu'elles soient ponctuelles ou globales, ne sont pas uniquement directes et, surtout, ne dépendent pas uniquement des contraintes géographiques et / ou des équipements développées par les politiques publiques territorialisées, comme les travaux de l'*Observatoire de*

¹ Pour une revue de la courte histoire des QSV, voir la « Lettre de l'INRP » n° 27 (5/2007).

² Notamment ceux de L. Simonneaux et de son équipe sur des questions scientifiques et d'A. LEGARDEZ et de son équipe sur des questions sociales (in Legardez & Simonneaux, 2006). Voir aussi les travaux sur les enseignements de l'histoire et de la citoyenneté, notamment ceux de F. Audigier (2002) et de N. Tutiaux-Guillon (2006).

l'Ecole Rurale l'ont, notamment, montré (Champollion, 2005, 2007). Car elles peuvent être, et sont très souvent, également « symboliques », liées aux représentations sociales et culturelles du territoire. C'est ainsi, si l'on prend par exemple le cas de l'école, que l'enclavement « réel », géographique et spatial, pèse parfois moins sur les trajectoires scolaires que l'isolement « ressenti ». Les impacts du territoire sur la vie sociale peuvent donc bien sûr relever du cadre géographique « naturel » et / ou du tissu social « construit », mais aussi du territoire social revendiqué et / ou approprié et, enfin, du territoire symbolique³, intériorisé⁴ ou non, qui au bout du compte peut s'avérer quelquefois le plus influant, s'il n'est pas le plus bruyant et, par conséquent, le plus remarqué.

Précisons encore que nous entendons les « territoires » dans un sens large, c'est-à-dire comme des systèmes sociaux localisés, ici des individus qui sont regroupés et / ou se regroupent soit selon des critères scolaires (« périmètre scolaire », « carte scolaire », « bassin de formation », etc.), soit selon des localisations spatiales (*espace à dominante rurale*⁵, *zone de montagne*⁶, *pays*, etc.), soit selon leurs appartenances socioculturelles, soit encore plus souvent selon des logiques multicritères.

1.2 Quelques hypothèses complémentaires

Nous avons proposé quelques hypothèses pour mettre en œuvre des expérimentations en vue de tester l'efficacité de formations qui visent à la *co-construction de savoirs critiques pour une écocitoyenneté*⁷.

- Par « *écocitoyenneté* », nous reprendrons la définition de l'ONU : « *La nécessité pour l'individu d'avoir des gestes et des comportements responsables tant par rapport à son lieu de vie qu'à l'égard de ses semblables.* » Cette définition, très large, doit être complétée selon nous par le qualificatif de « critique » : sans « *écocitoyenneté critique* », l'individu et le groupe n'auraient pas les moyens de contribuer à se désaliéner face aux injonctions institutionnelles et aux pressions sociales et idéologiques.

- La « *co-construction de savoirs* », - ici sur des questions de DD -, est postulée comme étant potentiellement la méthode la plus efficace pour amener à une modification profonde et durable du système de représentations-connaissances. Cette hypothèse s'appuie sur les travaux issus du socio-constructivisme ; elle suppose qu'une phase de construction collective engendrant une tension cognitive précède une phase individuelle de reconstruction de savoirs.

- Par ailleurs le concept de *cognition située* nous paraît aussi un bon outil de compréhension de l'action de co-construction. L'avantage de ce concept est de faire du savoir le produit des interactions au sein de groupes sociaux aux caractéristiques variées, toujours porteurs d'une culture particulière (et non générale comme le sous-entend toujours l'autre notion généralisante et dominante de la culture à laquelle nous sommes habitués) elle-même toujours en évolution. La « *cognition située* » nous mène à *envisager les processus cognitifs et l'activité comme indissociables d'une situation, dont les éléments physiques, artefactuels autant que sociaux, offrent des ressources significatives pour l'action des sujets* (Albe, 2006). Cette approche a l'avantage de faire de la construction du savoir un acte social toujours stratégique et contextualisé dont la rationalité ne dépend pas uniquement de facteurs psychologiques ou intentionnels. Elle donne tout son poids à l'enjeu du développement local : quels compromis langagiers et cognitifs passer pour une appropriation qui sera souvent une reformulation de discours à vocation scientifique qui se présente soit comme vérité scientifique (supposée universelle) ou comme des énoncés polémiques sur des questions socio-scientifiques controversées (Simonneaux, 2003). Comment aider les acteurs concernés à co-construire un savoir situé, local, particulier et approprié capable de susciter des actions mobilisatrice pour un (re)développement durable ?

- Le *débat argumenté* sur des thèmes clés, - ici liés directement à des questions vives du DD -, entre un ou des expert(s) (dont des chercheurs) et des citoyens non-experts est présenté comme un outil

³ Au sens lacanien du terme : *imaginaire institué par la société* (1953).

⁴ Au sens d'*inconscient collectif* développé en 1928 par JUNG.

⁵ Selon la segmentation spatiale issue des travaux de l'INSEE et de l'INRA de 1996-1998 qui subdivisent l'*espace à dominante rurale* en trois sous-espaces en fonction du volume des flux quotidiens travail-domicile : le *rural isolé*, les *pôles ruraux et leurs périphéries* et le *rural sous faible influence urbaine* (Champsaur, 1998).

⁶ Les communes de la *zone de montagne* française présentent une altitude moyenne de 700m (loi « Montagne » de 1985).

⁷ Elles ont aussi été testées sur des formations à l'écocitoyenneté.

crucial capable de contribuer à la construction collective puis individuelle de savoirs partiellement nouveaux. Les débats sont préparés et suivis par des co-constructions de savoirs entre non-experts dans des ateliers. Ces débats relèvent du domaine de *l'agir communicationnel* d'HABERMAS (1987), où éthique et valeurs sont incontournables.

- Les questions en débats seront « localisées » au sens de l'intelligence territoriale : les thèmes seront choisis en fonction de leur pertinence pour un territoire et une population donnés, en faisant donc l'hypothèse que l'apport complémentaire de connaissances pluridisciplinaires sur la question en débat (aussi bien par les experts que par la population concernée) permettra une prise de distance pour mieux comprendre le réel et se donner plus de moyens d'actions collectives et individuelles.

- Les résultats de cette *co-construction de savoirs critiques* pour une action écocitoyenne locale pourraient être évaluées à différents niveaux d'efficacité (voire d'efficience), ainsi qu'en fonction de son caractère reproductible. Il en est ainsi de la recherche coopérative pour l'action engagée en vue du *développement durable* local de Chapelle-lez-Herlaimont.

2. LE PROJET DE DIAGNOSTIC TERRITORIAL DE CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT

2.1 Analyse de quelques expériences similaires antérieures

L'Observatoire de l'Ecole Rurale (OER)

Sur le terrain, on voit actuellement de nouvelles pratiques citoyennes, observées par exemple dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en France, fondées sur la *co-construction de savoirs*, ici territoriaux, et le *débat argumenté* (Legardez, 2007), utilisatrices pertinentes et efficaces des outils d'investigation scientifiques numériques, rejoindre des pratiques sociales plus anciennes, aujourd'hui en plein renouvellement, destinées à reconquérir les territoires abandonnés par la mondialisation. Tel a été, notamment, le sens premier du développement, à partir de 1999, de *L'Observatoire de l'Ecole Rurale* qui, en rassemblant au sein d'un projet de recherche appliquée, fondé sur l'analyse numérique⁸ territorialisée du suivi longitudinal sept ans durant d'une cohorte significative d'élèves ruraux et montagnards français, praticiens de l'éducation et chercheurs universitaires en sciences humaines et sociales (SHS), a permis de co-construire progressivement un solide corpus de connaissances territoriales sur l'école rurale et montagnarde française⁹ dont se sont saisis nombre d'acteurs locaux de l'éducation (parents d'élèves, élus locaux, collectivités territoriales, cadres de l'éducation, associations péri-scolaires, mouvements pédagogiques et même syndicats) pour tenter de développer localement le tissu éducatif territorial. Ce faisant, *L'Observatoire de l'Ecole Rurale* a empiriquement mis en œuvre une démarche se rapprochant de *l'intelligence territoriale* avant même que la notion d'*intelligence territoriale* ne soit véritablement à qualité scientifiquement conceptualisée. D'autres actions similaires ont été et sont encore actuellement développées ou bien sont en cours de mise en route, notamment au sein de la caENTI : c'est par exemple le cas dans le sud de l'Espagne, à Huelva et en Wallonie belge, à Seraing et à Chapelle-lez-Herlaimont.

L'observatoire territorial de Seraing (Optim@)

Toutes ces pratiques d'acteurs territoriaux ont eu et ont en commun de vouloir redonner prise sur eux-mêmes à des habitants dépossédés de la maîtrise de leur « destin », aussi bien collectivement qu'individuellement. Développées dans le cadre renouvelé du *développement durable*, incluant donc des formes de participation coopérative relevant d'une dynamique à visée démocratique, elles ont pour objectifs premiers de favoriser l'auto-construction d'identités collectives fondées sur la notion de *décision participative* (FROGER, OBERTI, 2002) qui dépassent l'identité patrimoniale pour se tourner vers l'avenir en tant que forces de proposition et d'action. De plus en plus de pratiques éco-socio-citoyennes d'acteurs territoriaux, comme l'a montré le développement de l'OER depuis le début, promeuvent aujourd'hui dans ce but l'appropriation collective d'instruments numériques de diagnostic territorial et de compréhension contextuelle. Il en va ainsi, par exemple, de l'observatoire numérique territorial développé par l'association belge d'Optim@.

⁸ L'OER a utilisé les mêmes outils d'investigation scientifique (*Catalyse*) qu'*Optim@* développés par l'université de Franche-Comté: ils sont présentés un peu plus loin.

⁹ Cf. les quatre tomes de *L'Enseignement en milieu rural et montagnard*, publiés entre 2001 et 2006 par les Presses universitaires de Franche-Comté, présentant l'essentiel des résultats scientifiques obtenus par l'OER.



Optim@ travaille sur un site industriel en pleine reconversion socio-économique : Seraing, ville de 60.000 habitants proche de Liège, en Belgique. Ce contexte local difficile accentue l'exclusion sociale des plus précaires des habitants de la ville. Les premières analyses de l'observatoire local de la santé mis en place en 1998 ont montré que les difficultés recensées relevaient principalement de la perte d'autonomie liée à la précarité économique. Ces constats ont alimenté les projets collectifs initiaux : construction d'un diagnostic territorial partagé, réactivation des relations sociales, aide à l'insertion, etc. Un site expérimental (www.ougree.be), administré localement, a ainsi été créé à la demande des habitants. Il constitue aujourd'hui un véritable outil d'animation sociale à l'échelle du quartier. Il a récemment accueilli une exposition photo « Ougrée-Bas : Pile et Face », visitée par 1.200 habitants, destinée à mieux partager le diagnostic porté sur le développement du quartier.

L'observation territoriale a été réalisée de façon collective par les acteurs locaux avec la méthode *Catalyse*¹⁰ en collaboration avec le service de géographie de l'université de Liège (*SEGEFA*). Elaboré collectivement par les acteurs, un *guide d'entretien* permet de recueillir les informations jugées utiles à la connaissance globale des publics et de leur territoire d'action, qui sont ensuite encodées (logiciel *Pragma*), à l'issue de quoi une analyse collective, quantitative et qualitative, est menée (logiciel *Pragma* pour les tris statistiques et logiciels *Anaconda* et *Nuage* pour les AFC). Les TIC utilisées donnent rapidement aux acteurs accès à une connaissance de leur territoire en vue d'orienter leurs actions. Envisagées dans le cadre d'une démarche globale d'animation territoriale, elles facilitent la concertation entre les différents acteurs. Elles ont un effet structurant sur les partenaires participant à l'élaboration d'une vision partagée du territoire et des actions à venir.

La démarche d'observation initiale a ainsi progressivement évolué vers *l'animation territoriale* incluant la gestion d'un dispositif de concertation intersectoriel. La communication y occupe une place de choix : elle favorise les échanges de savoirs et de pratiques entre les acteurs et les chercheurs. Elle renforce ainsi les rencontres entre les différents acteurs. Les sites Internet, eux, évoluent vers des plateformes informationnelles collaboratives. L'acquisition de nouvelles connaissances sur le territoire, le travail en réseau intersectoriel et l'implication des habitants instaurent de *nouvelles pratiques territoriales* : les relations entre habitants et intervenants professionnels évoluent vers la collaboration, le souci de vision globale modifie les rapports entre les secteurs, la participation citoyenne interroge la démocratie représentative.

2.2 Le projet de Chapelle-lez-Herlaimont : un dispositif potentiel d'intelligence territoriale en cours de structuration

Les usages des observatoires numériques précédents que nous avons observés se retrouvent pleinement dans le projet de Chapelle-lez-Herlaimont. Ils renvoient majoritairement à un nombre limité de caractéristiques qui, ensemble, sont en train de faire évoluer progressivement, en la structurant, l'observation participante numérisée antérieure des territoires vers un véritable dispositif d'*intelligence territoriale*, à même d'entrer dans une logique de *développement territorial durable*. Ces caractéristiques sont les suivantes : travail collaboratif continu entre acteurs et chercheurs, appropriation des outils numériques de la recherche par les acteurs, validation-enrichissement par les acteurs des résultats initiaux de la recherche issus de l'interprétation des données traitées et analysées initialement par les chercheurs, diagnostic territorial partagé fondé sur l'observation numérique territoriale, communication commune acteurs-chercheurs en direction des habitants et des décideurs, renforcement de la pertinence des actions de développement entreprises à la suite du diagnostic territorial et réduction des délais de mise en œuvre des actions décidées en fin de processus.

Les quatre points cardinaux, indiqués immédiatement ci-après, de ce nouveau dispositif en cours de structuration correspondent à nos yeux au sens profond de la démarche de diagnostic-développement promue par l'*intelligence territoriale* : utilisation systématique des outils numériques d'observation territoriale, observation participative et coopérative du territoire conjointement conduite par chercheurs et acteurs, élaboration partagée des connaissances développée sur le territoire et communication collective des résultats pour l'action. Revenons un instant sur ces différents points, très fortement corrélés entre eux dans la démarche d'*intelligence territoriale*, pour les préciser un peu deux par deux.

L'utilisation d'un certain nombre d'outils numériques d'observation territoriale développés par le centre *MTI@SHS* au sein de l'université de Franche-Comté, puis de la caENTI, c'est-à-dire des outils *Catalyse* déjà mentionnés, doit progressivement permettre aux acteurs, accompagnés par les chercheurs, de se familiariser avec, puis de s'approprier des techniques d'enquêtes sociologiques, des procédures d'encodage des données

¹⁰ La méthode *Catalyse* a été développée par le centre *MTI@SHS* (laboratoire ThéMA, université de Franche Comté-CNRS, Besançon, France).

recueillies, des modes d'utilisation des logiciels de traitement de données fournissant tris à plat ou bilans, tris croisés simples ou multiples, analyses factorielles des correspondances (AFC) et classifications ascendantes hiérarchiques (CAH) et des conditions d'interprétation quantitative et qualitative des phénomènes statistiquement identifiés. Ce travail d'observation conjoint acteurs-chercheurs fournit également potentiellement l'occasion aux chercheurs de bâtir des questionnements mieux adaptés aux terrains d'investigation et aux besoins de connaissance des acteurs et, surtout, en confrontant leurs hypothèses de recherche, puis leurs interprétations initiales, aux réalités locales exprimées par les acteurs, de co-construire avec les acteurs une vision partagée du territoire plus fine et plus proche desdites réalités.

Ce processus de confrontation et d'échanges réciproques met en mesure les différents partenaires du diagnostic territorial de construire progressivement une vision globale du territoire qui s'appuie sur une réelle complémentarité entre eux. Car, face à la complexité des problèmes rencontrés, les acteurs ont besoin de méthodes et d'outils pour orienter leurs actions et les chercheurs de revenir au terrain pour valider et affiner leurs résultats. La démarche participative et coopérative d'observation territoriale, alimentée par les échanges entre les acteurs, donne ainsi accès à une connaissance opérationnelle du territoire d'action susceptible de transformer rapidement les connaissances acquises en actions. Dans ce but, tous les partenaires s'accordent pour s'appuyer sur une diffusion collectivement partagée des résultats obtenus afin d'éviter que ne se greffe sur la complémentarité des fonctions et des approches un cloisonnement des attitudes et des regards.

2.3 Les impacts potentiels attendus du territoire

Il n'est bien sûr pas encore possible, aujourd'hui, d'analyser les impacts du territoire de Chapelle-lez-Herlaimont sur les individus et les groupes locaux, que ces impacts soient ponctuels ou systémiques. Nous ne disposons en effet que du projet de diagnostic territorial et de son début de mise en œuvre, c'est-à-dire des objectifs et du calendrier prévisionnel de l'opération de diagnostic territorial partagé, des guides de questionnement adaptés au contexte local et des outils numériques de traitement des données développés par le centre MTI@SHS (*Catalyse*), et pas encore des données recueillies, numérisées pour être traitées. Néanmoins, les contacts préalables approfondis que nous eus à deux reprises avec les acteurs sociaux de l'ASBL *Optim@*, comme avec nos collègues chercheurs du SEGEFA notamment, bien que relatifs au contexte territorial industriel wallon de Seraing, différent bien sûr de celui de Chapelle-lez-Herlaimont, nous permettent de penser que la recherche d'*effet de territoire* systémiques pourrait ne pas être automatiquement vaine sur le territoire de la commune de Chapelle-lez-Herlaimont. En effet, les comportements des habitants de Seraing, mis en évidence avec les outils *Catalyse* notamment, présentaient quelques traits caractéristiques qui les rapprochaient clairement de ce que nous avions précédemment repérés, avec les mêmes outils, très loin d'ici, dans les zones rurales et montagnardes isolées françaises : un ancrage territorial fort conjugué à une faible capacité à se projeter dans l'avenir lointain, donc à être mobiles et à bâtir des projets (Champollion, 2005). Certes, il importera de le vérifier à partir des données traitées sans parti pris. Pour ce faire, l'analyse de quelques histoires de vie recueillies au cours d'entretiens semi-directifs sera sans doute ici aussi nécessaire une fois la trace d'un effet de territoire repérée statistiquement.

Mais, au-delà, ce qui nous importera en premier lieu sera bien d'apprécier, une fois le projet développé, dans quelle mesure la démarche coopérative de co-construction des savoirs territoriaux relevant de l'intelligence territoriale aura permis à tous les partenaires du projet, locaux compris bien entendu, de prendre conscience des effets actuellement suspectés. De ceux qui relèvent du cadre spatial environnant, mais également de ceux qui sont issus du territoire institutionnel (politiques territorialisées) évidemment, mais encore de ceux qui proviennent du territoire vécu et ressenti, mais enfin de ceux qui tirent leur origine du territoire symbolique, rêvé et, éventuellement, intériorisé, selon la distinction développée par B. Lahire dans le cadre des travaux du *Groupe de Recherche sur la Socialisation* (GRS). A charge alors pour les acteurs locaux et les habitants, cette prise de conscience effectuée, de décider et de mettre en œuvre collectivement les éventuelles actions remédiatrices et correctrices jugées nécessaires...

Conclusion

L'expérience rapidement présentée et analysée ici ne peut évidemment à elle seule prétendre valider un processus d'*intelligence territoriale* comme méthode efficace et efficiente de développement territorial durable, d'autant plus qu'elle n'a pas été encore menée à son terme. Quelques unes de ses caractéristiques nous semblent néanmoins dès aujourd'hui de nature à pouvoir y contribuer.

Le type de « recherche impliquée pour l'action » (plutôt que de « recherche action ») que nous avons commencé à mener peut aider à la *co-construction de savoirs* contextualisés sur des territoires. Cette démarche résolument coopérative rompt avec les pratiques plus habituelles d'observation distanciée, sans déroger aux normes d'une recherche à vocation scientifique, notamment sur des *questions vives*.



Une première question cruciale reste celle de la « durabilité » de l'action. L'équipe de recherche peut certes intervenir ponctuellement, aider à établir des diagnostics, mais la pérennité des apprentissages et des pratiques suppose un processus long d'appropriation et d'adaptation (de contextualisation) d'outils et de méthodes (comme les outils statistiques ou les méthodes du débat argumenté). On comprend alors la nécessité de pouvoir s'appuyer sur des relais locaux, essentiellement associatifs, fortement reliés aux collectivités territoriales mais bénéficiant d'une large autonomie.

Une seconde question, toute aussi cruciale, renvoie directement aux conséquences de la démarche participative et coopérative *d'intelligence territoriale* entreprise : le diagnostic territorial partagé co-construit par acteurs et chercheurs permettra-t-il de déboucher sur des réponses sociales aux besoins identifiés, les délais de mise ne œuvre des décisions nécessaires seront-ils raccourcis, etc. ?

Au vu du projet et de ses premiers pas, le caractère fortement coopératif et partenarial de cette expérience, qui intègre les acquis antérieurs, comme on l'a vu, semble bien ici être consubstantiel d'une vraie démarche *d'intelligence territoriale*, entendue comme une démarche combinant l'intelligence de ce territoire permise par des regards extérieurs avec l'intelligence interne des acteurs de ce territoire, en vue d'un même « bien commun ». Ce qui laisse bien augurer de la réussite de l'entreprise, qui n'est cependant pas écrite...

Bibliographie

Albe, V. (2006), « Procédés discursifs et rôles sociaux d'élèves en groupe de discussion sur une controverse socio-scientifique », *Revue française de pédagogie*, no 157, p.103-116.

Bertacchini Y. (2004), « Entre information et processus de communication : l'intelligence territoriale », ISDM, no 16, 3^e Rencontres « TIC & Territoires » Lille 2004. Disponible sur : http://isdsm.univ-tln.fr/articles/num_archives.htm#isdml6

Brundtland G. H., World Commission On Environment and Development (WOECD) (1987), *Our common future*, Oxford : Oxford University Press.

Castel R. (1999), *Les Métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Éd. Gallimard.

Champollion, P. (2008), « La Territorialisation du processus d'orientation en milieux ruraux et montagnards : de l'impact du territoire à l'effet de territoire », *Education & Formations*, no 77, L'Orientation scolaire

Champollion P., Delvoye J.-M., Piponnier A. (2008), « Observatoires numériques et pratiques citoyennes : des outils d'intelligence territoriale au service du développement durable ? », NETCOM

Dumas P. (2004), « Entre la création de contenus et l'intelligence territoriale : la dimension éthique », ISDM no 14, Actes du 2^e colloque « Tic & Territoires », St-Raphaël mars 2004. Disponible sur : http://isdsm.univ-tln.fr/articles/num_archives.htm#isdml4

Frogier G., Oberti P. (2002), « Gouvernance et développement durable. L'aide multicritère à la décision participative », *Sciences de la Société*, octobre, no 57, p. 57-74.

Girardot J.-J. (2004), « Intelligence territoriale et participation », [en ligne], ISDM, n° 16, 3^e Rencontres « TIC & Territoires » Lille 2004. Disponible sur : http://isdsm.univ-tln.fr/articles/num_archives.htm#isdml6

Habermas, J. (1987). *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Tomes 1 et 2, Fayard

Jodelet D. (dir.) (1994) *Les représentations sociales*. Paris : Seuil.

Legardez, A. (2006), « Enseigner des questions socialement vives ; quelques points de repères, in LEGARDEZ, A. & SIMONNEAUX, L. (2006), *L'école à l'épreuve de l'actualité. Enseigner des questions vives*. Paris : ESF, 19-31.

Legardez A. (2007), « Eduquer au développement durable et/ou faciliter la co-construction de savoirs critiques sur l'éco-citoyenneté », in Symposium REF « Dimensions individuelles et collectives de l'éducation au développement durable : regards croisés et perspectives critiques », Sherbrooke, 9 et 10 octobre 2007.

Legardez, A. (2008). « Co-construire des savoirs critiques sur l'environnement ; un contre-feu au nouveau catéchisme du développement durable ? », *Communication au Colloque « Ethique et éducation à*



l'environnement » , La Rochelle, 7-8 avril 2008.

